

Discours de François Hollande devant la Knesset

RÉSEAU VOLTAIRE | AL QUODS/JÉRUSALEM (PALESTINE/ISRAËL) | 18 NOVEMBRE 2013



Monsieur le Président de l'État d'Israël, Cher Shimon Pérès,
Monsieur le Premier Ministre, Cher Benyamin
Netanyahou,

Monsieur le Président de la Knesset,
Madame le Chef de l'opposition,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Je vous remercie, sincèrement, pour l'honneur que vous me faites, que vous faites à la France, en me permettant de m'exprimer, ici, devant votre assemblée, la Knesset qui est à la fois le symbole et l'incarnation de la démocratie israélienne, qui rassemble ici toutes les sensibilités que votre pays compte en son sein.

Ma présence ici me permet de saluer votre État pour le 65eme anniversaire de sa déclaration d'indépendance, Israël.

Israël est né d'une indicible douleur, celle d'hommes et de femmes qui – au fond des gouffres, dans les abîmes, malgré les persécutions, les pogroms – ont espéré un jour trouver ici, enfin, la lumière.

Israël est né d'une irrésistible volonté. Celle qu'exprimait, prophétique, Théodore Herzl quand il déclarait au monde entier qu'il serait « libéré par [votre] liberté, enrichi par [votre] richesse et grandi par [votre] grandeur ». Cette histoire, c'est vous qui l'avez écrite.

Le 14 mai 1948 vous avez fondé une nation souveraine, égale à toutes les autres mais différente des autres, car vous avez fait de votre tragédie le levier pour construire votre pays. Vous vous êtes battus tant de fois, depuis 65 ans, pour préserver votre pays. Et si Israël vit, si Israël existe, vous ne le devez qu'à vous-mêmes.

Je veux donc rendre hommage à tout le peuple juif dont l'histoire se confond avec celle de l'humanité tout entière. Éparpillés « sur les eaux profondes des autres civilisations » comme l'écrivait l'historien français Fernand Braudel, les Juifs se sont adaptés aux conditions qui leur étaient proposées, souvent hostiles. Ils ont néanmoins chanté et écrit dans plusieurs langues, ils ont fait don de leurs talents, de leur science, de leur créativité. Ils ont permis au monde d'être meilleur. Mais, pour autant, ils n'ont jamais, ces Juifs, cessé de tourner leur regard vers cette terre, la terre d'Israël.

Mais ce n'est qu'après l'abomination de la Shoah qu'enfin le peuple juif a trouvé, ici, sa patrie. Il a bâti son « toit politique » abritant une démocratie dont rien n'a jamais pu altérer la vitalité ; c'est ici qu'il a constitué un « foyer » qui rassemble, par l'esprit et par le cœur, des millions d'hommes et de femmes du monde entier qui regardent avec admiration et, pour beaucoup, fierté comment Israël accomplit sa promesse.

Ici a été créée une société ouverte, fondée sur l'égalité de droit de tous les citoyens, « sans distinction de croyance ou de sexe »,

comme l'avaient voulu vos pères fondateurs.

Vous avez construit une économie solide, dynamique, prospère, sur une terre qui n'était pas forcément la plus fertile et avec des ressources qui étaient limitées. Vous avez gardé l'esprit des pionniers. Aujourd'hui, dans le domaine des hautes technologies, vous avez même pris de l'avance. Je suis là pour partager avec les universités qui sont les vôtres, les laboratoires qui comptent parmi les plus performants du monde. Vous avez été capables d'être un centre mondial d'innovation.

Vous avez aussi donné de grands savants, comme Dan Shechtman et d'autres, tant d'autres que je ne vais pas citer, qui ont reçu d'illustres distinctions pour leurs travaux scientifiques. Vous avez donné également de grands écrivains, comme Shai Agnon, le Prix Nobel, qui a été salué pour « son art de la narration profondément caractéristique des motifs de la vie du peuple juif ». Et puis aussi tant de cinéastes brillants qui ont conquis le public partout dans le monde.

Mais je ne vais pas, ici, citer tous ceux qui ont fait l'honneur de votre pays. Je vais me tourner vers Shimon Pérès, parce que lui est, à la fois, le témoin et l'acteur de l'histoire, la vôtre. Il est aussi le témoin et l'acteur de notre histoire, celle de la relation entre Israël et la France. Quand je me pose une question sur ce qu'étaient les rapports entre Israël et mon pays, j'appelle Shimon Pérès. Car lui a rencontré le général de Gaulle. Car lui, Shimon Pérès, était l'ami de François Mitterrand. Beaucoup s'en réclamaient mais il y en avait peu : il en était. Cela ne l'a pas empêché d'être l'ami de beaucoup d'autres.

Oui, la France a été toujours du côté d'Israël, dès le premier jour, pour affirmer son droit à l'existence. Soixante-cinq ans après, je viens exprimer ici, au nom de la France, comme François Mitterrand, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy l'avaient fait avant moi, l'amitié de la France pour Israël. Cette amitié, elle est vous est

acquise. Elle est d'autant plus forte qu'elle dépasse les alternances politiques, les dirigeants successifs et même les aléas de la vie internationale.

Parfois, cette amitié a pu être, non pas compromise, jamais compromise, mais heurtée par la franchise qui a dû être la nôtre ou qui a dû être la vôtre. Car entre amis l'élégance consiste d'abord à se dire la vérité.

Mais l'histoire a créé une relation indestructible entre nous qui remonte à loin, comme l'a dit le Premier ministre : au temps des Lumières, des grands philosophes qui eux-mêmes s'étaient inspirés du judaïsme pour porter un message universel.

La France ne serait pas la France si, en 1791, elle n'avait pas été la première, vous l'avez rappelé Monsieur le Président, à reconnaître les Juifs en Europe comme des citoyens à part entière. La France ne serait pas totalement la France si, du fond de sa conscience, ne s'étaient pas élevées des voix comme Émile Zola, Georges Clemenceau, Jean Jaurès pour défendre l'honneur outragé du capitaine Alfred Dreyfus.

C'est parce qu'en France des voix s'étaient élevées pour défendre Dreyfus, que des Juifs en Europe étaient venus dans mon pays, en toute confiance, parce qu'ils se disaient que, là, ils ne risquaient plus rien. Oui, notre histoire c'est aussi qu'entre 1942 et 1944, 76.000 Juifs ont été déportés de France. J'ai rappelé, c'était le 16 juillet 2012, après que Jacques Chirac l'avait fait avant moi, 70 ans après la rafle du Vel d'Hiv, que ce crime avait été commis en France par la France contre la France. Mais j'ai rappelé aussi que si certains s'étaient couverts de honte, tellement d'autres, plus nombreux, avaient protégé et sauvé des Juifs au point pour certains d'être admis dans la mémoire des Justes, et être ainsi les garants de l'honneur de la France.

Oui, Benyamin Netanyahou l'a rappelé, nous étions hier à Yad Vashem, saisis par l'émotion, par la douleur, par l'effroi. Et en

même temps conscients de l'obligation qui est sur nous, sur tous les pays qui ont connu cette tragédie, d'être fidèles à l'obligation qui leur est faite, que plus jamais, plus jamais, ne se reproduise un crime contre les Juifs !

C'est pourquoi la France combat de toutes ses forces l'antisémitisme, où qu'il se déploie. Nous le pourchassons sans répit sur notre sol. Parce que cette abjection, hélas, n'a pas disparu. Elle remonte aux profondeurs de l'Histoire, elle prend des masques chaque fois différents, elle cherche des justifications... mais elle est toujours le visage de la haine. Elle continue de tuer des innocents.

Le 19 mars 2012, dans cette école – une école ! – Ozar Hatorah, à Toulouse, Myriam Monsonego, Gabriel Sandler, Arieh Sandler, Jonathan Sandler ont été assassinés, assassinés parce qu'ils étaient juifs. J'avais, dès le lendemain de cette tragédie, dit – je n'étais pas encore Président – combien ce crime, là encore, ne pouvait pas rester impuni ; mais surtout que nous devons prévenir toute résurgence de l'antisémitisme. Il y a un an, avec Benyamin Netanyahou, nous étions à Toulouse pour rendre hommage à ces familles. Demain matin, je me rendrai au cimetière de Givat Shaul, où ils reposent. Ils sont vos frères et vos soeurs ; mais ils sont aussi les nôtres. Je réaffirme ici, à cette tribune, l'engagement de la République française de veiller, en toutes circonstances, sur la sécurité et sur l'intégrité des Juifs de France.

Je sais ce que représente la communauté juive en France. Elle est la première d'Europe. Elle contribue aujourd'hui comme hier à la grandeur de mon pays. Elle lui a offert d'illustres et belles figures dans tous les domaines politique, scientifique, artistique, économique. Elle est pleinement française, mais fraternellement attachée à Israël. Plusieurs de ses représentants, ici, m'accompagnent. Ils étaient aussi avec moi en Palestine, je les en remercie, prouvant là aussi que cette cause de la paix est partagée.

Je sais aussi que plus de 100.000 – on me dit 120.000, peut-être encore davantage – Français résident en Israël et vivent cette double fidélité, d'apporter leur concours à la vitalité de votre pays, et en même temps de faire rayonner la France, ici en Israël.

Vous avez rappelé, Monsieur le Président, que 10 % de la population israélienne parlait le français. Vous en avez fait d'ailleurs la preuve, tous. Je me suis même demandé, pourquoi vos discours avaient été traduits et pourquoi le mien l'est encore. Nos deux langues sont liées aussi par leur histoire.

Une légende veut que le fondateur de l'hébreu moderne, Eliezer Ben Yehuda ait dit que c'était dans une rue de Paris, « dans un café du boulevard Montmartre » qu'il se mit à parler l'hébreu – il ne l'avait pas parlé sans le connaître, mais c'était à Paris qu'il avait pris conscience qu'il convenait de le parler et d'en faire même le premier dictionnaire moderne. Pourquoi ? Parce que la langue française est une langue de partage. Parce que la langue française est une langue qui se donne aux autres et que l'hébreu aussi a cette vocation universelle.

Je souhaite que la culture, mais aussi les langues que nous parlons, puissent être partagées. C'est un élément de notre relation – la culture, les valeurs, les principes – qui nous rend fiers d'être des peuples qui considèrent que nous avons un message à livrer au monde.

Nous avons donc souscrit, le Premier ministre et moi-même, une déclaration pour une nouvelle étape de notre coopération bilatérale. Soyons francs, des déclarations, nous en faisons beaucoup, nous en écrivons un grand nombre. Parfois je me demande ce qu'elles deviennent une fois l'encre séchée. Cette fois-ci, nous avons voulu donner une nouvelle force à notre amitié.

Sur le plan économique, des entreprises françaises sont présentes en Israël dans des domaines importants : les énergies, les transports, les nouvelles technologies. Il y a eu des accords – et

j'en suis heureux – entre entreprises françaises et entreprises israéliennes pour des infrastructures, notamment ferroviaires, ou pour le photovoltaïque. Mais reconnaissons qu'il n'y en a pas assez, d'entreprises françaises présentes en Israël, qu'il n'y a pas assez d'échanges commerciaux entre nos deux pays, que nous devons faire davantage.

Nous avons fait le choix de mettre l'innovation et les nouvelles technologies au coeur de notre coopération. Vous êtes – paraît-il – les champions du monde des start-up, mais d'une certaine façon, Israël est une start-up.

Nous devons faire en sorte que toutes ces entreprises, qui créent, qui inventent, qui sont sur les technologies, non pas de demain mais d'après-demain, puissent – françaises et israéliennes – créer des liens nouveaux, des partenariats d'excellence. Parce que nous avons nous-mêmes cette ambition scientifique. La France est un grand pays de recherche. Elle consacre moins d'argent que vous à cette nécessité de la recherche. Vous êtes le pays qui dépensez le plus, donc le mieux, pour la recherche et pour l'innovation. Nous avons décidé de relancer le Haut-Conseil franco-israélien pour la science et pour la technologie.

Je veux aussi qu'il y ait plus d'étudiants israéliens en France, étudiants français aussi en Israël, que les coopérations entre l'École Polytechnique et l'université du Technion puissent être considérées comme des références pour l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur.

Je parlais de culture, je propose que nous organisions une saison croisée, entre la France et Israël, en 2018, pour le soixante-dixième anniversaire de votre État. Voilà ce que nous avons à faire ensemble, comme pays amis.

Ensuite, nous devons aussi nous parler des grands enjeux de la planète, du monde et le premier enjeu : c'est la paix et la sécurité. La France connaît bien le Proche-Orient, par son histoire, par ses

responsabilités, par sa vocation de membre du Conseil permanent du Conseil de sécurité. La France veut y rester engagée. C'est son devoir. Nos principes, pour cette région, vous les connaissez. Ils n'ont pas changé depuis la naissance de votre État.

Israël a le droit et le devoir de se défendre, de protéger son existence, de garantir la sécurité de son peuple. Je sais que vous ne comptez que sur vos propres forces pour y parvenir. Mais sachez que la France est là. Elle est votre amie. Mais nous devons aller plus loin et le montrer.

D'abord, sur le sujet de la prolifération, la France ne laissera pas l'Iran se doter de l'arme nucléaire. Nous n'avons rien contre l'Iran. C'est un pays qui est issu, lui-même, d'une longue et grande histoire. Nous n'avons rien contre son peuple qui mérite de pouvoir accéder à l'énergie, y compris nucléaire, sur le plan civil. Mais nous ne pouvons pas admettre qu'il puisse avoir accès à l'arme nucléaire, parce que ce serait une menace pour Israël, pour d'autres pays de la région qui l'ont parfaitement compris, mais également un danger pour le monde entier.

Tout doit être mis en oeuvre maintenant pour résoudre cette crise. Comment ? Par la voie diplomatique, par la voie de la négociation. C'est toujours la voie qu'il faut emprunter, c'est celle qui permet d'arriver à un accord, de le vérifier sans qu'il y ait le risque de l'embrassement.

Les 5+1 ont fait propositions sérieuses, solides et crédibles, alors même que les négociations étaient enferrées, depuis des années, et que rien ne semblait devoir bouger. La France a fait en sorte – son ministre des Affaires étrangères y a veillé – que toutes les exigences soient prises en compte et que toutes les garanties soient prévues. C'est maintenant à l'Iran de répondre. Pas par des simples mots, pas par des vagues promesses, mais par des mesures concrètes et vérifiables. J'affirme ici que nous maintiendrons les sanctions tant que nous n'aurons pas la certitude

du renoncement définitif et irréversible de l'Iran à son programme nucléaire militaire.

Sur un autre sujet, un autre enjeu – le terrorisme – la France a montré qu'elle était prête également à prendre ses responsabilités. Le terrorisme, vous savez ce que c'est. Cette souffrance infinie infligée à des innocents. Nous avons vécu ensemble le drame de l'enlèvement de Gilad Shalit pour savoir ce que cela peut représenter aussi, ces captures, ces otages. La France est concernée. Nous sommes touchés aussi par le terrorisme lorsque des journalistes sont assassinés parce qu'ils sont journalistes et aussi parce qu'ils sont Français ; ou quand un pays est menacé par le terrorisme – pas simplement par des actes terroristes, mais par une invasion terroriste, parce que le terrorisme s'est constitué maintenant, non plus simplement en groupe, mais en force capable de contrôler des territoires – alors la France répond à la demande qui lui est faite. Ce fut le cas au Mali. La France a pris sa responsabilité.

Devant le terrorisme, il convient d'agir vite, d'agir fort et d'agir dans le droit international.

L'autre enjeu, c'est la situation au Moyen-Orient. Le Moyen-Orient a connu ces derniers mois des changements considérables, des bouleversements. Nous devons faire en sorte, aujourd'hui, que les pays qui constituent cette région puissent retrouver stabilité et liberté.

Mais comment ne pas évoquer le drame syrien ? La France, depuis plusieurs mois, alerte la communauté internationale. Ce n'est pas n'importe quelle guerre civile qui se produit en Syrie contre un dictateur. C'est l'écrasement d'un peuple qui provoque forcément l'arrivée de groupes qui s'emparent du désarroi, de la colère, de l'exaspération de ce même peuple, pour essayer de détourner le sens même de sa révolution.

Nous avons, nous, lorsque les armes chimiques ont été utilisées

en Syrie – car elles ont été utilisées en Syrie – nous avons fait la pression militaire et politique qui s'imposait. S'il n'y avait pas eu cette pression militaire, dont certains se sont à un moment interrogés quant à son bien-fondé, il y aurait encore aujourd'hui des armes chimiques qui seraient utilisées en Syrie.

Elles doivent être détruites, elles le seront.

Mais nous n'en n'aurons pas terminé, s'il n'y a pas une solution politique en Syrie. S'il n'y a pas une transition, il y aura alors de plus en plus de réfugiés. Alors des pays qui vous sont proches, qui sont vos voisins, seront déstabilisés : Jordanie, Liban notamment. Nous avons l'obligation de trouver une solution et la France ne ménagera pas sa peine pour y parvenir.

Le dernier enjeu, c'est celui de la paix et de la négociation avec la Palestine.

Je ne suis pas venu pour vous donner des leçons. Mais pour vous parler avec sincérité et franchise, dans un absolu respect de ce que vous avez à décider vous-mêmes, car c'est vous qui décidez. Mais vous ne décidez pas simplement pour vous-mêmes, vous décidez pour la région et pour le monde entier. C'est là votre responsabilité.

Je me souviens des mots de David Grossman : il faut « défendre nos vies, mais aussi s'obstiner à préserver notre âme (...) de la contamination du coeur (...) qui est la vraie, grande malédiction de ceux qui vivent dans une zone de tragédie ». Il parlait à son fils, Uri, mort à la guerre, en 2006 : ses mots sont ceux de l'infini courage d'Israël qui doit négocier et aller vers la paix.

Depuis vingt ans, vous avez parcouru un long chemin. Des solutions qui paraissaient inconcevables, des mots qui étaient imprononçables sont devenus communs, à commencer par la nécessité d'un État palestinien, dont François Mitterrand avait parlé ici, à cette tribune, il y a plus de trente ans. Aujourd'hui, l'urgence, c'est d'avancer et d'avancer encore et de conclure un accord

définitif de paix. Le statu quo n'est pas tenable. Il provoquera toujours le ressentiment, la rancune et la haine.

Je suis conscient bien sûr des obstacles que vous avez à surmonter. Il y a l'engagement du Premier ministre Benyamin Netanyahu, qui a posé des actes pour que la discussion reprenne. C'était nécessaire. D'autres gestes devront suivre. Mais je mesure ce qu'a été la libération de prisonniers. Du côté palestinien, j'étais avec le président Abbas, nous avons aussi le même esprit, car je n'ai pas deux langages, un langage ici et un langage en Palestine.

J'ai dit les efforts qu'il y avait à faire, le réalisme qu'il fallait apporter pour trouver la solution. Le réalisme sur tous les sujets. C'est le sens même des discussions et des négociations que vous avez.

La position de la France est connue. C'est un règlement négocié pour que l'État d'Israël et l'État de Palestine – ayant tous deux Jérusalem pour capitale – puissent coexister en paix et en sécurité. Deux États pour deux peuples. Tel est le constant message pour un règlement final.

Mais un règlement final veut dire en terminer avec toutes les revendications. Un règlement final, ce n'est pas pour avoir ensuite une nouvelle demande d'un accord. C'est en terminer enfin avec ce conflit.

Cet accord n'aura de sens que si la sécurité d'Israël est renforcée et si toute nouvelle menace est écartée.

Quant à l'État palestinien, il devra être construit sur des bases solides. Il devra être viable.

C'est pourquoi la colonisation doit cesser car elle compromet la solution des deux États. De la même manière, des facilités doivent être données pour l'économie palestinienne, pour que toutes les occasions de son développement, de sa croissance puissent permettre d'avoir une vie meilleure ; et que beaucoup se disent que

c'est la paix qui permettra d'avoir, enfin, la prospérité et la reconnaissance de tous les talents.

La France est prête à vous accompagner.

C'est vrai que la France a de bonnes relations avec les pays arabes, et depuis longtemps. Nous sommes tout à fait disposés à utiliser justement cette confiance qui nous est apportée, à la France, du côté des pays arabes, pour leur dire : « poussez aussi à la négociation, faites en sorte, non pas simplement de prendre une initiative – elle est nécessaire – mais d'aller jusqu'au bout pour convaincre toutes les parties d'aller vers l'accord ».

Voilà ce que j'étais venu vous dire sur nos relations, notre amitié, notre confiance, notre espérance.

Avant même la création de l'État d'Israël, un grand Français, Léon Blum – vous l'avez évoqué – faisait un rêve. Il était à la fin de sa vie, il avait connu lui aussi bien des épreuves – je ne parle pas de son expérience gouvernementale, qui est en soi une épreuve, je parle de la déportation. Il était revenu fatigué, vieilli. Il savait que sa mort était proche. Alors, il avait écrit un livre pour transmettre aux générations à venir un message. Ce message est le suivant : « ce qui fait la noblesse de l'homme, c'est de prévoir, c'est d'espérer, c'est d'anticiper, c'est de travailler à une oeuvre qu'il ne contempera pas lui-même, qui ne sera pas achevée et dont il ne profitera jamais ».

Le temps a passé. Une partie du rêve de Léon Blum s'est accomplie. Il regardait aussi vers Israël. Mais l'oeuvre n'est toujours pas achevée. Cette oeuvre s'appelle la paix.

La paix requiert du courage. Sans doute plus que de faire la guerre. Du courage, vous n'en manquez pas.

La paix exige de la volonté. Celle de vaincre ses propres blessures, ses propres deuils, ses propres peurs. Vous avez montré que vous en étiez capables.

La paix surtout suppose de la confiance. C'est le plus dur. Confiance dans l'autre, dans le partenaire, confiance dans l'avenir. Confiance en soi-même. Confiance même en ses alliés et en ses amis. Il faut avoir confiance. Au début, c'est difficile. Puis après on la mérite, on la cherche et on la trouve.

La paix, c'est la plus belle des oeuvres humaines. La paix, ce sera votre victoire, votre plus grande victoire.

Je vais terminer par des mots qui, j'espère, seront prononcés comme il convient : « Hayim aroukim veshalom le am Israel ».

Source : « Discours de François Hollande devant la Knesset », *Réseau Voltaire*, 18 novembre 2013, www.voltairenet.org/article181077.html